

Le fédéral meilleur ennemi des Wallons

WALLONIE Les reproches de l'exécutif ont jalonné tout le débat sur le budget 2016

► Le budget 2016 a été adopté majorité contre opposition.
► L'objectif est-il toujours l'équilibre en 2018 ? La majorité PS-CDH se tâte et dénonce les « aléas » à répétition.

Le parlement wallon a approuvé jeudi le budget de la Région pour 2016. Le tout dans un classique rapport majorité (PS-CDH) contre opposition (MR, Ecolo, PTB) marqué par le face-à-face entre le gouvernement et les libéraux sur l'impact plus ou moins néfaste de l'échelon fédéral (où le Premier ministre est Charles Michel) sur les chiffres régionaux.

L'exécutif dit (on résume) : « Les choses seraient plus simples si le fédéral ne prenait pas des décisions qui nuisent à nos finances. » Il est question des litiges fiscaux, des effets du tax shift, des divergences de vue sur le financement des hôpitaux ou (c'est tout chaud) des retards dans le versement des amendes routières (44 millions).

Le MR réplique (on résume toujours) : « Le gouvernement accuse un autre niveau de pouvoir à défaut de prendre les mesures d'économies qui s'imposent. » Et on n'est pas près de sortir de là : ce litige se nourrira

longtemps des divergences de vues sur la nécessité d'un retour à l'équilibre 2018, comme initialement prévu par le PS et le CDH soucieux à l'époque de contribuer aux efforts imposés à la Belgique par l'Europe dans le cadre du pacte de stabilité.

« Le retour à l'équilibre est notre première priorité. Cela reste un objectif réaliste, malgré les aléas que nous ne maîtrisons pas », a martelé Christophe Lacroix (PS). Le ministre du Bud-

get répondait ainsi aux libéraux qui accusent la majorité de reporter les efforts qui seront rendus indispensables par la baisse puis la fin du mécanisme de solidarité qui soutient les finances wallonnes. Le MR pense surtout savoir que les partenaires du gouvernement ont en réalité déjà renoncé à retrouver l'équilibre en 2018, date fatidique.

Quelle est la part du vrai dans cette accusation ? Socialistes et humanistes ont des états d'âme.

Joëlle Kapompole (PS) s'était déjà exprimée en commission : « A un moment donné, il y aura peut-être lieu d'envisager de repousser l'idée d'atteindre l'équilibre en 2018. Nous avons tout intérêt à préserver les outils de relance et à ne pas imposer une politique d'austérité qui serait catastrophique pour le pouvoir d'achat. » Dimitri Fourny (CDH) a apporté sa part à la réflexion : « Les efforts à faire pour atteindre le retour à l'équilibre

budgétaire en 2018 devront non seulement être réfléchis et justes mais également être progressifs afin d'éviter un quelconque choc brutal pour le citoyen. »

Politique de l'autruche

Pour le MR, la trajectoire, c'est la trajectoire. Objectif 2018 ! Selon Georges-Louis Bouchez, le gouvernement wallon n'aurait pas le choix, au nom de la solidarité belgo-belge : « Ce qui nous ferait plutôt plaisir, c'est d'entendre dire que l'on respecte son engagement, la parole prise à l'égard des autres entités fédérées du pays, à l'égard de l'État fédéral. Il faut respecter votre promesse et revenir à l'équilibre en 2018. » Pour Pierre-Yves Jeholet (MR), à travers ce budget 2016, « le gouvernement pratique la politique de l'autruche parce qu'il refuse d'anticiper les échéances importantes qui vont se présenter à la Wallonie ».

A défaut de mettre les uns et les autres d'accord, Ecolo a au moins le mérite de l'originalité dans ce débat très stéréotypé. Depuis les bancs de l'opposition, Stéphane Hazée regrette que PS et CDH ne renoncent pas clairement à la quête de l'équilibre à tout prix : « Vous avez choisi de maintenir une vitesse effrénée de retour à l'équilibre. C'est un peu le choix politique de suivre le concert libéral européen. »

Prochaine étape : l'ajustement budgétaire déjà annoncé pour le printemps. ■

LES CHIFFRES

Un déficit de 375 millions

Le budget 2016 de la Wallonie a été adopté avec un déficit à l'exercice propre de 375 millions d'euros. Il était de 450 millions en 2015, dans sa version initiale en tout cas. Le deuxième ajustement a fixé le solde négatif définitif à 555 millions.

Les grands équilibres de cet exercice 2016 sont les suivants : 190 millions de recettes nouvelles dont 155,6 millions escomptés pour le prélèvement kilométrique sur les poids lourds et 131 millions de réductions de dépenses dont 80 millions relèvent de correctifs techniques et financiers. Des moyens ont été accordés à des politiques nouvelles dont le parcours d'intégration obligatoire pour les primo-arrivants (10 millions pour un an).

Deux masses financières importantes sont prévues pour les deux politiques qui charpentent le redressement économique de la Wallonie : 450 millions pour le plan Marshall 4.0 et 300 millions pour assurer le cofinancement des projets européens du Feder.

E.D.

ERIC DEFFET